

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
COMMUNALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

4ème Bureau

N° 95-1978-A

RJM/MLM

A R R E T E

relatif aux prescriptions complémentaires
applicables à l'usine de fabrication de noir
de carbone exploitée par la Société
CABOT-FRANCE à BERRE-L'ETANG

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE-D'AZUR,
PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE,
COMMANDEUR DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976, relative aux
installations classées pour la protection de l'environnement;

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, pris pour
l'application de la loi susvisée;

VU l'arrêté n° 44-1956 du 12 décembre 1956, autorisant
la Société "CABOT-FRANCE" à établir, sur le territoire de la commune
de BERRE-L'ETANG, une usine de production de noir de carbone,
modifié et complété en 1959 et 1972;

VU les rapports de l'Ingénieur en Chef des Mines A n° 7971
du 6 septembre 1978 et du 19 Janvier 1979;

VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date
du 18 octobre 1978;

CONSIDERANT qu'il y a lieu d'imposer à cet établissement
des prescriptions complémentaires;

SUR proposition du Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône,

Arrête :

ARTICLE 1er. - Les prescriptions incluses dans l'arrêté
préfectoral n° 44-1956 du 12 décembre 1956 sont complétées comme
suit :

- 1°) les gaz de combustion des chaudières de l'usine seront évacués
par une cheminée unique.

- 2°) la hauteur de cette cheminée, déterminée conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle du 24 novembre 1970 (J.O. du 13 décembre 1970) relative à la construction des cheminées dans le cas des installations de combustion, sera de 76 m.

Les émissions de dioxyde de soufre de l'ensemble de l'usine seront limitées à 15 T/jour.

La hauteur de la cheminée pourra être ramenée à 62 m dans la mesure où l'exploitant prendra toutes dispositions pour limiter les émissions globales de dioxyde de soufre de son usine à 10 T/jour.

- 3°) la forme du conduit de fumée notamment dans sa partie la plus proche du débouché à l'atmosphère sera conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz de combustion dans l'atmosphère.
- 4°) La vitesse verticale ascendante d'émission des gaz de combustion sera supérieure ou égale à 12 m/s.
- 5°) pour permettre les contrôles des émissions de poussières et les contrôles de la température des gaz de combustion, des dispositifs obturables commodément accessibles seront prévus sur la cheminée à un emplacement permettant des mesures représentatives.
- 6°) la nouvelle cheminée sera mise en service avant septembre 1980 en remplacement des cheminées existantes qui seront démontées.
- 7°) les gaz pauvres de réaction en excès et lors d'un incident sur les chaudières seront brûlés dans une torchère unique ou dans un incinérateur de gaz.
- La hauteur de la torchère sera au minimum de 40 m.
- Les gaz brûlés dans l'incinérateur seront évacués dans l'atmosphère par la cheminée prévue au paragraphe 1°.
- 8°) la surélévation de la torchère ou l'installation de l'incinérateur de gaz sera effectuée avant septembre 1980.
- Les torchères actuelles qui seront mises hors service seront démontées.

ARTICLE 2.- L'exploitant devra, en outre, se conformer aux dispositions :

a/ du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,

b/ du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,

c/ du décret du 14 novembre 1962 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.

ARTICLE 4. - L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail. Il sera tenu à l'exécution de toutes mesures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 5. - En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 6. - La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de l'obligation de demander toutes autorisations administratives prévues par des textes autres que la loi du 19 juillet 1976.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Un extrait de cet arrêté sera affiché en permanence et de façon visible, dans l'établissement.

ARTICLE 7. - Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8. - Le Secrétaire Général des Bouches-du-Rhône, le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, le Sous-Préfet, Directeur Départemental de la Sécurité Civile, le Maire de Berre-l'Étang, l'Ingénieur en Chef des Mines, Chef du Service Interdépartemental de l'Industrie et des Mines, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et toutes autorités de Police et de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié et affiché conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977.

MARSEILLE, le 23 février 1979

POUR LE PREFET
Le Secrétaire Général

Yves VAN HAECKE



COPIE CONFORME
Le Chef de Bureau

mf
Mathilde FERRERO